

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.	I-XV

CHAPITRE PREMIER

LA FAMILLE, L'ENFANCE ET L'ÉDUCATION DE FRÈRE-ORBAN. SES DÉBUTS DANS LES LETTRES, AU BARREAU, DANS LA POLITIQUE.

I. Walthère Frère, le bisafeul. — Hubert-Joseph Frère, le grand-père. — Les parents de Frère-Orban. — Sa naissance (24 avril 1812). — Études primaires et moyennes. — Le professeur Lafouge. — La biographie publiée par Delhasse et les légendes sur la jeunesse de Frère-Orban. — Ses études universitaires. — Frère à Paris. — La Révolution de 1830. — Retour à Liège. — Frère inscrit au barreau	I
II. Représentation d'une comédie au Théâtre Royal de Liège. — Duel avec Ysabeau	20
III. Stage chez M ^e Dereux. — Prestation de serment. — Débuts à la Cour d'assises. — Mariage de Frère avec M ^{lle} Orban (1835)	25
IV. Frère au Conseil des hospices. — Élection au Conseil communal (1840).	33

CHAPITRE II

LA SITUATION POLITIQUE ET LES PARTIS EN 1840. FRÈRE AU CONSEIL COMMUNAL DE LIÈGE (1840-1847).

i. Les partis en Belgique : la Loi fondamentale et le clergé. — L'union de 1830. — Le Congrès national. — Les cabinets mixtes. — Origines des luttes politiques en matière d'enseignement. — La thèse catholique et le rôle du clergé. — Le cabinet libéral de 1840. — Sa chute.	38
--	----

II. Initiatives diverses de Frère-Orban au Conseil communal. — Pétition contre la loi de 1842 et en faveur de l'instruction obligatoire. — L'enseignement religieux au collège communal; Frère-Orban et l'évêque Van Bommel. — Proposition au sujet des quêtes et collectes. — L'affaire Van Moorsel, la question des succursalistes et la situation du bas clergé.	57
---	----

CHAPITRE III

L'ORGANISATION DU PARTI LIBÉRAL. — LE CONGRÈS LIBÉRAL DE 1846. LES ÉLECTIONS DE 1847.

I. Fondation de l' <i>Alliance</i> à Bruxelles, de l' <i>Union libérale</i> à Liège. — Les « jeunes » et les « vieux » libéraux. — Scission à Liège. — Préparatifs du congrès libéral.	82
II. La situation politique. — Le ministère Nothomb et la loi scolaire de 1842. — Le ministère Van de Weyer (1845). — Le ministère de Theux (1846). — Vifs débats à la Chambre.	88
III. Aggravation des dissensions dans le parti libéral. — <i>Le Débat social</i> et sa politique. — La question électorale.	93
IV. Le congrès libéral. — Le rôle de Frère-Orban. — Questions de l'enseignement et de la réforme électorale; amélioration de la condition des classes ouvrières; affranchissement du clergé inférieur	98
V. Suite des divisions libérales, à Liège, à Bruxelles. — Scission de l' <i>Alliance</i> , fondation de l' <i>Association libérale</i> . — Seconde session du congrès libéral. — Entente à Bruxelles en vue des élections de 1847. — Coalition libérale à Liège. — Candidature de Frère-Orban. — L'accueil qu'elle reçoit. — Élection de Frère-Orban. — La victoire du parti libéral	109

APPENDICE DU CHAPITRE III

FRAGMENTS D'UN MANUSCRIT DE FRÈRE-ORBAN, INTITULÉ « LA POLITIQUE ET LES PARTIS EN BELGIQUE ».

Introduction	123
I. Les origines.	125
II. Les partis au Congrès national	133
III. Les cabinets Nothomb et Van de Weyer. — Jugement sur les ministères mixtes	146
IV. La loi sur l'instruction primaire du 23 septembre 1842. — Les prétentions de l'épiscopat quant à son application. — Les concessions du cabinet de Theux. — Raisons de l'hostilité des libéraux	153

CHAPITRE IV

LA FORMATION ET LE PROGRAMME DU CABINET LIBÉRAL DU 12 AOÛT 1847.

— FRÈRE-ORBAN AU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — SES DÉBUTS PARLEMENTAIRES.

	Pages
Négociations en vue de la constitution du ministère. —	
Aperçu général	162
I. Le Roi se renseigne sur la personnalité de Frère-Orban. —	
Premières difficultés : choix du ministre de Belgique à Rome, remplacement des gouverneurs de province. —	
Le rôle de Frère-Orban; lettres à Rogier et à M. Fléchet.	164
II. Le programme politique du cabinet. — Débuts de Frère-Orban à la tribune : discussion du principe de l'indépendance du pouvoir civil en matière d'enseignement et de bienfaisance. — Glorification de la Révolution de 1789.	175
III. L'orateur d'affaires. — L'administrateur. — La réforme postale. — L'abolition du timbre des journaux. — L'administration des chemins de fer	186

CHAPITRE V

LA CRISE DE 1848 ET LES RÉFORMES POLITIQUES. — FRÈRE-ORBAN AU MINISTÈRE DES FINANCES.

Physionomie générale de la session 1847-1848.	196
I. Projets de réforme électorale et communale. — La Révolution de février 1848. — Premières impressions en Belgique. — Démonstrations du sentiment national. — Une « légion » belge s'organise à Paris; tentatives d'incursion sur le territoire belge; affaires de Mouscron et de Risquons-tout. — L'abaissement du cens électoral au minimum constitutionnel. — Les incompatibilités parlementaires .	197
II. Emprunts et crédits pour l'armée et les travaux publics. — Résistances dans la Chambre et dans la presse; Frère s'en irrite; lettre à M. Fléchet où il dépeint la situation. — Discours du 22 avril 1848 : appel à l'esprit de sacrifice et à l'énergie du pays. — Cours forcé des billets de banque. — Incident au sujet d'un vote émis par M. Veydt, ministre des finances; Frère offre sa démission. — M. Veydt se retire. — Frère-Orban reçoit le portefeuille des finances. — M. Hippolyte Rolin lui succède. — Lettre du Roi à Frère-Orban. — L'échec du mouvement républicain en Belgique : articles du <i>Débat social</i> et de la <i>Nation</i> ; crise au sein de l' <i>Alliance</i> ; fondation de l' <i>Union constitutionnelle</i> ; fusion de celle-ci avec l' <i>Association libérale</i> ; fin de l' <i>Alliance</i> . — Impression salutaire produite à l'étranger par l'attitude de la Belgique. — Rôle du cabinet libéral et du parti catholique dans la crise de 1848. — Frère le rappelle à la droite en 1850.	212

CHAPITRE VI

LE PLAN ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DE 1848. — LES RÉFORMES FISCALES.
L'IMPÔT SUR LES SUCCESSIONS.

	Pages
Considérations générales	235
I. Les difficultés financières et les remèdes. — Les économies réclamées sur les dépenses pour l'armée et pour la diplomatie. — Frère résiste et caractérise la position internationale et les devoirs de la Belgique. — Une fraction de la gauche poursuit la réduction du budget de la guerre à 25 millions; institution d'une commission mixte; dissentiment avec Paul Devaux. — Le pacifisme et les exigences de la défense nationale.	237
II. Le plan financier de Frère-Orban. — Son caractère démocratique. — Loi sur les patentes. — Projet de loi sur la contribution personnelle	253
III. L'impôt sur les successions; le droit en ligne directe. — Analyse; historique du projet de loi et des phases qu'il traverse jusqu'au vote définitif	259
Examen des questions de principe soulevées par le projet. — Motifs de l'hostilité qu'il rencontre. — Justification par Frère-Orban du droit sur les successions en ligne directe. — La propriété et l'impôt. — Accusations et terreurs de la droite. — Difficultés à gauche. — Efforts pour séparer Rogier de Frère-Orban: les relations des deux hommes d'État. — Les résistances du Sénat	267
IV. Mesures fiscales complémentaires. — Loi de travaux publics. — Appréciation générale de la politique économique de Frère-Orban. — Les adversaires de Frère-Orban dans les débats financiers de cette époque	293

CHAPITRE VII

LES INSTITUTIONS DE CRÉDIT ET DE PRÉVOYANCE.

Considérations générales	301
I. La Banque Nationale. — Les origines: conventions avec la Banque de Belgique et la Société Générale. — La loi de 1850; analyse du système. — Le capital. — L'unité d'émission — Nature des opérations de la Banque. — Méfiances au sujet de l'avenir de l'institution. — Les résultats. — Première prorogation (1872). — Deuxième période d'existence de la Banque. — Défense de l'institution par Frère-Orban (1893). — Deuxième prorogation (1900)	302

II. Le crédit foncier. — La dette hypothécaire en Belgique. — Le projet de Frère-Orban (1850). — Discours de Frère-Orban : le rôle du crédit; les lettres de gage. — Hostilité de la droite. — Adoption du projet par la Chambre. — Résistance passive du Sénat. — Retrait du projet (1854). — Appréciation générale. — Tentatives ultérieures pour l'organisation du crédit agricole et du crédit foncier . . .	328
III. La Caisse générale de retraites (1850). — Exposé du système. — Résultats insuffisants. — Propositions de réforme. . .	345
La loi sur les sociétés de secours mutuels	355

CHAPITRE VIII

LA POLITIQUE COMMERCIALE. — L'ABOLITION DE L'ÉCHELLE MOBILE DES CÉRÉALES ET DES DROITS DIFFÉRENTIELS. — LES TRAITÉS DE COMMERCE.

Le programme du cabinet de 1847	359
I. L'échelle mobile des céréales (1834). — Les droits différentiels (1844). — Le mouvement libre-échangiste en Angleterre, en Belgique. — Le congrès des économistes à Bruxelles (1847)	360
II. Premières réformes douanières (1849). — Le régime des céréales. — Le prix rémunérateur et les droits protecteurs. — Discours de Frère-Orban. — La libre entrée.	367
III. Débats sur le principe de la liberté commerciale (1851). — La marine marchande. — L'expansion. — Les traités avec les Pays-Bas, l'Angleterre et le Zollverein (1852). — L'opposition protectionniste. — Discours de Frère-Orban. — Le traité franco-anglais de 1860; victoire de la liberté commerciale; les tarifs de 1865	377

CHAPITRE IX

LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES AVEC LA FRANCE (1848-1854). — LA CRISE DE 1852. — RETRAITE DE FRÈRE-ORBAN, CHUTE DU CABINET DE 1847.

I. La convention de 1845 avec la France. — Le gouvernement belge propose de la renouveler en l'élargissant. — Exigences de la France. — Négociations laborieuses, interrompues par la démission du cabinet le 9 juillet 1852. . .	393
---	-----

	Pages
II. Influence du coup d'État de Louis-Napoléon (2 déc. 1851) sur la situation politique en Belgique. — Espérances des catholiques. — Difficultés politiques franco-belges. — Lettre pessimiste de Frère-Orban à M. Fléchet. — Les proscrits français en Belgique. — Langage agressif de la presse radicale. — Craintes inspirées par Louis-Napoléon. — Attaques de la presse française contre le gouvernement et les institutions belges. — <i>L'Essai sur le mouvement des partis</i> , de M. de Gerlache; brochure de M. De Decker. — <i>La Lettre à M. De Decker</i> , par Frère-Orban. — Les articles de Granier de Cassagnac dans le <i>Constitutionnel</i> . — Les élections du 8 juin 1852. — Démission du ministère.	396
III. Maintien provisoire du cabinet. — Continuation des négociations commerciales avec la France. — Projet d'arrangement auquel n'adhère pas Frère-Orban. — Il veut se retirer : Rogier le retient. — Le cabinet conserve le pouvoir. — Vues de Frère-Orban sur la situation. — Nouvelles exigences du gouvernement français. — Démission de Frère, le 17 septembre. — Retraite du cabinet. — Formation du ministère de Brouckere-Piercot. — Accord provisoire avec la France, rendu définitif le 27 février 1854.	414
IV. Les cléricaux essayent en vain de diviser Frère-Orban et Rogier. — Hommages de la presse libérale à Frère-Orban.	424
V. Séjour de Frère-Orban en Italie (1853). — Lettres de Rogier. — Banquet offert par les libéraux liégeois à Frère-Orban lors de son retour (mai 1853)	429

CHAPITRE X

L'ENSEIGNEMENT (1847-1857). — L'INSTRUCTION PRIMAIRE, MOYENNE, SUPÉRIEURE.

Considérations générales sur la politique scolaire du cabinet de 1847	436
I. L'enseignement primaire. — L'indépendance du pouvoir civil et les prétentions de l'épiscopat. — Motion pour la révision de la loi de 1842 (1849); Delfosse l'appuie; Frère et Rogier s'y opposent, par opportunisme. Rejet. — Irritation de Frère contre Delfosse; lettre à M. Fléchet. — Réconciliation des deux amis. — Projet de révision de la loi de 1842, préparé par Rogier et annoté par Frère. — Impossibilité d'aboutir. — Raisons de la longévité de la loi de 1842	437
II. L'enseignement moyen avant 1850. — Dépôt par Rogier d'un projet de loi organique. — Violente opposition du clergé et du parti catholique. — Débats à la Chambre; discours de Frère-Orban du 20 avril 1850; apologie du libéralisme; neutralité de l'État en matière philosophique	

- et religieuse; ses devoirs en matière scolaire; illusions des catholiques sur les bienfaits de l'enseignement du clergé. — L'amendement Lelièvre. — Adoption de la loi. — Négociations infructueuses entre le gouvernement et le clergé pour l'organisation de l'enseignement religieux. — Reprise des pourparlers par le ministère de Brouckere-Piercot (1853). — La convention d'Anvers (1854). — Frère la critique à la Chambre: la gauche ne le suit pas; la presse libérale l'appuie. — Sa brochure: *les Jésuites, l'enseignement et la convention d'Anvers*. — Nouvelle brouille entre Frère et Delfosse, suivie d'une réconciliation définitive. — Echec de la convention d'Anvers prédit par Frère-Orban. — La thèse du libéralisme (1856) 449
- III. Enseignement supérieur. — Loi de 1835. — Ses inconvénients. — Loi de 1849: création du grade d'élève universitaire et du jury combiné. — Revision de la loi en 1857: création des cours à certificats. — Frère-Orban développe une conception nouvelle du régime des examens (examens scientifiques et professionnels). — La question des bourses d'études 480
- IV. La liberté scientifique des professeurs. — Incidents Brasseur et Laurent. — Accentuation des tendances ultramontaines du parti catholique. — Mandements des évêques de Gand et de Bruges: condamnation de l'enseignement officiel et des libertés publiques. — Circulaire de M. De Decker aux administrateurs-inspecteurs des universités de l'État. — Débat à la Chambre (nov. 1856). — Jusqu'où va la liberté du professeur. — Frère dénonce les doctrines inconstitutionnelles de l'épiscopat et amène M. De Decker à les désavouer. — L'Index, le catalogue du P. Boone et l'enseignement des jésuites. — Apologie par Frère-Orban de la liberté religieuse 490

CHAPITRE XI

LA QUESTION DE LA CHARITÉ (1847-1857). — LE RETOUR
DU PARTI LIBÉRAL AU POUVOIR.

- Caractères de l'administration de Brouckere-Piercot (1852-1855), le cabinet De Decker (1855-1857) 504
- I. La question de la charité. — Origines du conflit. — Le testament du curé Lauwers; l'arrêté de M. de Haussy, ministre de la justice (1847). — Discussion à la Chambre: la question des administrateurs spéciaux et l'interprétation de l'article 84 de la loi communale. — Thèses de MM. d'Anethan, Tielemans et Malou. — Frère-Orban défend le principe de la laïcité de la bienfaisance publique. — La jurisprudence de Haussy, fixée par l'Instruction générale du 10 avril 1849 506

II. La liberté de la charité. — Proposition Dumortier (1850). — Le projet Faider (1854). — Le projet Nothomb-De Decker (1856). — Analyse du projet. — Émotion qu'il fait naître	519
III. Le livre de Frère-Orban : <i>la Main-morte et la charité</i> . — Analyse et appréciation.	524
IV. Discussion à la Chambre du projet Nothomb-De Decker (avril-mai 1857). — M. Malou est le principal défenseur du projet. — Le discours de Frère-Orban (12 mai) : parallèle entre le parti catholique et le parti libéral ; les œuvres de la charité religieuse ; les écoles dentellières des Flandres ; la charité privée ; le droit de fondation ; les couvents. — Second discours (19 mai). — L'agitation (27 et 28 mai). — Réunion du conseil des ministres, sous la présidence du Roi. — Renvoi par la Chambre d'un article du projet à la section centrale. — Ajournement des Chambres (30 mai). — Apaisement de l'opinion. — Frère-Orban se dérobe aux manifestations. — Désarroi du parti catholique. — Clôture de la session ; rapport des ministres au Roi ; lettre de Sa Majesté (14 juin). — Appré- ciation générale, jugement de Guizot et de Thiers	534
V. Les élections communales du 27 octobre 1857 et leur signifi- cation. — Démission des ministres. — Négociations en vue de la constitution d'un cabinet libéral. — Rôle de M. Henri de Brouckere ; lettres de Frère-Orban à Del- fosse. — La question des travaux militaires d'Anvers, réfutation d'une légende. — Dissolution de la Chambre, élections du 10 décembre 1857. — Victoire libérale. . . .	556